



## ***CRÉATION D'UNE STATION DE TRANSIT DE MATÉRIAUX INERTES***



Communes : Albertville et Venthon

## ***DOSSIER D'ENREGISTREMENT AU TITRE DES ICPE***

### ***7- RESPECT DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'INSTALLATION***

## SOMMAIRE

<b>1) Prescriptions générales .....</b>	<b>3</b>
1.1. Prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 .....	3
1.2. Conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 .....	21

## 1) Prescriptions générales

### 1.1. Prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517

Les prescriptions de l'arrêté du 10/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime d'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 1	Aucune	Sans objet
Article 2	Aucune	Sans objet
Chapitre I : Dispositions générales		
Article 3	Plan de l'installation	Le plan d'ensemble est joint en pièce 2 du présent dossier. L'installation respectera les prescriptions qui lui sont applicables
Article 4	Mise à dispositions des documents de l'installation	La CA Arlysère tiendra à jour le dossier d'installation classée ainsi que les documents d'exploitation de l'installation. Ceux-ci seront tenus à disposition de l'Inspection des Installations classées.

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 5	Dispositions pour prévenir l'envol de poussières Distances d'éloignement des zones de stockage	<p>La CA Arlysère prévoit la mise en place de mesures pour prévenir l'envol de poussières sur les pistes de circulation et les stocks. Pour ce faire, le site sera équipé des éléments suivants permettant de prévenir l'envol de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'une réserve d'eau d'environ 200 m<sup>3</sup> alimentée par des écoulements souterrains, pour permettre l'arrosage, l'aspersion ou la brumisation du site.</li> <li>- De rampes d'aspersion et de brumisation des zones de stockage et la piste de circulation</li> <li>- Une vitesse de circulation réduite à 20 km/h</li> <li>- La mise en place d'écrans de végétation autour du site, ainsi qu'entre la plupart des stocks de matériaux.</li> </ul> <p>Ces mesures sont détaillées et précisées dans la notice descriptive en pièce 3 du présent dossier.</p> <p>La présence d'une route en tout venant sur la future station de transit, suivi d'une longue voie en bitume jusqu'à la sortie de l'écoparc, doit permettre aux roues de engins de décrotter naturellement avant de rejoindre les voies publiques, comme cela a lieu sur la station de transit existante. Toutefois, avec l'augmentation de la circulation lié à la création de la nouvelle station de transit, la mise en place d'un décrotteur pour le lavage des roues pourra être envisagée en cas de besoin.</p> <p>Les zones d'entreposage de matériaux inertes sont situées à plus de 20 m des premières habitations et des établissements destinés à recevoir des personnes sensibles.</p>

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 6	<p>Dispositions générales mises en œuvre pour réduire l'impact de l'exploitation sur l'environnement</p> <p>Modalités d'approvisionnement et d'expédition des matériaux</p> <p>Voies transport alternatives</p>	<p>La notice descriptive en pièce 3 du dossier d'enregistrement récapitule les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact des opérations de transport ou de manipulation de matériaux sur l'environnement.</p> <p>Les horaires d'ouverture de la station de transit correspondent à ceux de l'Ecoparc, uniquement en journée, et durant les jours de la semaine (lundi ou vendredi) entre 8h30 et 17h environ. Cette amplitude horaire pourra être légèrement revue en fonction des besoins ponctuels.</p> <p>Un chargeur sur pneus sera présent sur site, tandis que les véhicules de transport des matériaux seront ceux des usagers, dont le tonnage peut varier. Ils devront cependant avoir une remorque pouvant être bâchée.</p> <p>Pour limiter les effets sur l'air, les véhicules évacuant des matériaux volatiles seront bâchés, régulièrement entretenus et leur vitesse sur le site limitée à 20 km/h. Les voies de circulation de l'ecoparc étant déjà bituminées, le décrochage des engins se fait naturellement sur les voies de l'ecoparc, avant de rejoindre les voies publiques.</p> <p>Un système d'arrosage/brumisation du site sera mis en place par temps sec.</p> <p>Les mesures pour éviter une pollution des sols seront d'assurer un entretien régulier aux engins et de disposer de kits anti-pollution en cas de déversement accidentel. Dans un tel cas, les matériaux ou sol contaminés seront transportés vers un site de traitement agréé.</p> <p>Pour limiter les émissions sonores, malgré l'absence d'habitations à proximité directe du site, les engins utilisés seront conformes à la réglementation acoustique en vigueur. De plus, l'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) interdit, sauf cas exceptionnel (accident, incident).</p> <p>Les déchets inertes seront acheminés principalement par la RD1212, en provenance d'Albertville ou d'Ugine. Le site n'est pas desservi par des voies de transport ferroviaires ou des voies d'eau navigables (l'Arly n'est pas un cours d'eau navigable). De plus, les matériaux inertes proviendront de travaux et chantiers qui ne sont pas situés à proximité de telles voies.</p>

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 7	Dispositions d'intégration paysagère	<p>De nombreux boisements existants permettant de créer un rideau boisé de 5 à 10 m de largeur vis-à-vis de la piste cyclable et la RD1212 seront maintenus en place sur le site. Un rideau boisé sera créé le long de la STEP de Venthon, là où les boisements sont inexistants. Enfin, des secteurs boisés ou arbustifs seront maintenus entre les zones de stockage de matériaux inertes de manière à mieux intégrer et structurer l'intérieur du site. Ainsi les zones d'entreposage seront logées au milieu de haies arboricoles, ce qui maintiendra un caractère naturel au sein du site et à ses abords.</p> <p>Ces haies boisées constitueront aussi un moyen supplémentaire de retenir les poussières au sein du site et de réduire tout impact lié à l'envol de poussière à l'extérieur du site.</p> <p>Le plan général du projet, en pièce 2, présente les secteurs où les boisements seront maintenus ou créés sur la zone de projet.</p> <p>L'ensemble des talus créés seront également revégétalisés.</p> <p>Enfin, la hauteur des tas de matériaux inertes sera limitée à 5-6 m pour faciliter leur insertion derrière les écrans de végétation.</p>
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions		

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 8	Surveillance de l'installation	<p>L'écoparc est actuellement complètement clôturé. La nouvelle station de transit sera également complètement clôturée dans la continuité de l'écoparc. Un portail fermé séparera la station de transit existante de la nouvelle station de transit pour l'entreposage des matériaux valorisables.</p> <p>L'accès au site se fera uniquement par l'entrée de l'écoparc dont l'accès est lui-même restreint aux usagers autorisés et au gardien du site. L'entrée se fait par badge. Seuls les usagers ou toute personne habilitée peut pénétrer sur le site. Un système de surveillance 24h/24 par vidéo avec détection de présence est également mis en place actuellement à l'entrée de l'écoparc. L'entrée de l'accès à la future station de transit étant commune à celle de l'écoparc, le système de surveillance 24h/24 servira donc aussi à la nouvelle ICPE.</p> <p>Un membre du personnel du site sera présent sur la future station de transit lors d'opérations d'approvisionnements ou d'expéditions de matériaux valorisables.</p>
Article 9	Propreté des locaux	<p>Aucun local n'est prévu sur la zone de projet de la future station de transit. Un local pour le personnel existe déjà à l'entrée de l'écoparc ; il est maintenu propre et nettoyé régulièrement.</p> <p>Aucun dispositif soufflant de l'air ne sera implanté sur la station de transit.</p>
Article 10	Localisation des risques et produits dangereux	<p>Aucun produit dangereux ou susceptible de générer une pollution des eaux ne sera stocké sur la station de transit de matériaux inertes.</p> <p>Les risques sur la station de transit porteront sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le risque d'accident entre plusieurs véhicules : des panneaux de signalisation compléteront ceux déjà disposés sur l'écoparc</li> <li>- Le risque de chute dans le bassin de rétention d'eau, qui sera dès lors complètement grillagé.</li> <li>- La hauteur des tas de matériaux est limitée à 5 ou 6 m maximum, et la pente de leur talus devra rester inférieure ou égale à 66% (3/2) afin de rester stable</li> </ul>

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 11	Recensement des produits dangereux	Aucun produit dangereux ou susceptible de générer une pollution des eaux ne sera stocké sur l'installation. Le ravitaillement des engins circulant sur la station de transit aura toujours lieu hors site, au droit d'un revêtement prévu à cet effet. Aucun ravitaillement sur site ne sera toléré.
Article 12	Extincteurs sur le site	Non concerné, vu la justification apportée à l'article 11
Article 13	Tuyauteries de substances dangereuses	Non concerné
Article 14	Comportement au feu des locaux	Aucun local ne sera construit sur la station de transit
Article 15	Dispositions de sécurité	Le plan d'accès pour les services d'incendie et de secours sera affiché en permanence dans les locaux du personnel et communiqué au SDIS local. L'entrée de l'écoparc, ainsi que les voies internes, permettent l'accès aux secours en respectant les gabarits des engins de secours. Un protocole de sécurité existant prévoit déjà notamment l'interdiction de stationnement de véhicule sur les voies principales de l'écoparc afin de garantir un passage de sécurité à tout moment. Ce protocole est repris en Annexe 3 de la pièce 3 du dossier. Il est connu des usagers accédant au site, puisqu'il requiert leur signature avant la délivrance de tout accès. Des panneaux de signalisation ainsi que des marquages au sol sont présents au sein du site et viennent compléter ce protocole
Article 16	Entretien des installations	L'installation sera régulièrement vérifiée, entretenue et nettoyée afin d'éviter tout risque d'accident.
Article 17	ATmosphères EXplosives	Aucune zone recensée ATEX ne sera présente sur le site



Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 18	Installations électriques	Les équipements électriques du site seront conformes aux normes en vigueur. Des contrôles seront régulièrement effectués par des organismes agréés et les attestations correspondantes seront conservées au registre d'exploitation
Article 19	Moyen de lutte contre l'incendie	<p>Mis à part un incendie sur un véhicule ou des rideaux de végétation entourant l'ICPE, les matériaux inertes entreposés ne constituent de par leur nature pas une source d'incendie et ils ne sont pas inflammables. Le risque d'incendie sera donc très réduit au sein la nouvelle ICPE.</p> <p>Le personnel de l'Ecoparc dispose déjà d'un téléphone portable permettant d'alerter le SDIS. Le numéro d'urgence à contacter sera affiché au niveau de la plateforme sur un panneau d'information.</p> <p>Chaque engin sera également muni d'un extincteur en ordre de fonctionnement.</p> <p>Un échange avec le SDIS73 a permis de confirmer la présence d'un point d'eau incendie (le PEI n°) au sein de l'écoparc, en parfait état de fonctionnement et à 250 m de l'entrée de la nouvelle ICPE, qui permet de couvrir celle-ci. En cas d'intervention du SDIS sur le site, ceux-ci pourront donc directement se brancher sur le PEI précité, situé sur la route interne de l'écoparc menant à la nouvelle ICPE.</p> <p>L'échange par mail avec le SDIS est repris en Annexe 6 de la notice descriptive (Pièce 3 du dossier). L'emplacement du PEI n°73308-0026 est précisé sur le Plan d'ensemble du projet.</p>
Article 20	Permis de travail et permis feu	<p>Aucun risque sur le projet de station de transit n'engendre la nécessité de délivrance d'un « permis de travail » ou « permis de feu » durant l'exploitation de la future ICPE.</p> <p>Si cela s'avérait tout de même nécessaire ponctuellement, Arlysère délivrera un permis de travail au personnel intervenant sur site.</p>

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 21	Consignes d'exploitation	<p>Les consignes d'exploitation et de sécurité seront tenues à jour et affichées dans les locaux du personnel à l'entrée de l'écoparc. Le personnel sera formé aux risques présents sur la future station de transit, ainsi qu'à la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.</p> <p>Un plan de circulation est affiché à l'entrée du site, en guise de rappel aux usagers pénétrant dans l'écoparc. En effet, un protocole des sécurité, connu des usagers accédant au site, puisqu'il requiert leur signature avant la délivrance de tout accès, présente déjà les consignes de sécurité, ainsi qu'un plan du site, reprenant notamment les règles de circulation. Ce protocole est présenté en annexe 3 de la pièce 3 du dossier. Des panneaux de signalisation ainsi que des marquages au sol sont présents au sein du site et viennent compléter ce protocole</p>
Article 22	Vérification périodique du matériel de sécurité	<p>Aucun matériel de lutte contre l'incendie n'est présent sur la plateforme déchets inertes.</p> <p>Le bon fonctionnement de la pompe situé dans le regard de pompage du bassin de rétention d'eaux, ainsi que le système de branchement pour le SDIS situé en bordure du bassin, seront vérifiés périodiquement. Ces vérifications seront consignées dans un registre, sur lequel seront également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>Les extincteurs des engins seront également tenus en état de fonctionnement et à jour de contrôle ou de validité.</p>
Article 23	Rétentions et confinement	Aucun stockage de liquide polluant ne sera implanté sur le site de la station de transit
Chapitre III : Émissions dans l'eau		

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 24	Principes généraux sur l'eau	<p>Aucun nouveau revêtement étanche ne sera installé sur la station de transit, ce qui doit permettre une infiltration des eaux pluviales dans le sol sans collecte des eaux, telle qu'elle a lieu actuellement sur la friche industrielle.</p> <p>Un bassin de rétention d'eau sera réalisé sur le site. Il sera alimenté par des eaux issues d'un écoulement souterrain du versant « Est » de l'Ecoparc et dont les eaux sont actuellement rejetées dans le bassin d'orage des plateformes étanches de l'écoparc avant d'être rejetées dans l'Arly, sans qu'une quelconque utilisation en soit réalisée.</p> <p>Dans le cadre du projet, les eaux de cette source seront dès lors déviées vers le bassin projeté à l'entrée de la future station de transit de matériaux inertes. D'une capacité de 200 m<sup>3</sup>, ce bassin aura uniquement pour vocation à permettre d'arroser ou brumiser la station de transit, afin d'éviter l'utilisation d'eau potable, notamment en cas de sécheresse. Il sera « déversant » puisque l'arrivée d'eau depuis la source semble continue. Un déversoir permettra donc d'évacuer l'excédent d'eau du bassin vers le ruisseau des steppes en l'absence de prélèvement pour arrosage des pistes ou brumisation du site. En cas de besoin, ou d'entretien, le bassin pourra être vidangé vers le ruisseau des steppes et un bypass permettra d'également rejeter par l'écoulement l'alimentant directement vers ce même ruisseau. Un compteur permettra de suivre les volumes de prélèvements dans le bassin pour l'arrosage et la brumisation du site par temps sec.</p> <p>À titre préventif, une vanne de fermeture sera toutefois ajoutée au niveau du regard de bypass juste avant l'arrivée d'eau dans le bassin d'aspersion. Elle permettra à l'exploitant, en cas d'observation de pollution de l'eau souterraine au droit du bassin, ou lors d'absence de campagnes d'apport ou d'export de matériaux sur la future station de transit, de bloquer l'alimentation d'eau du bassin ou du bypass. La mise en charge d'eau dans la conduite puis dans le regard de captage permettra alors une déviation de l'eau souterraine vers les bassins de l'écoparc comme c'est le cas actuellement. Les bassins de l'écoparc permettent en effet un premier traitement par décantation et filtration avant une forte dilution lors du rejet à l'Arly, que ne possède pas le bassin d'aspersion prévu par le projet, ni son milieu récepteur (ruisseau des Steppes).</p>

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 24 (suite)	Principes généraux sur l'eau (suite)	<p>Ce bassin sera grillagé et les eaux ne pourront être utilisées pour l'entretien ou le nettoyage des engins.</p> <p>Aucun rejet d'eau dans le milieu naturel n'est prévu par le projet. En effet, l'eau souterraine alimentant le bassin d'eau d'aspersion est à ce jour déjà captée et rejetée dans les bassins d'eaux pluviales de l'écoparc de Venthon, avant rejet directement à l'Arly. Le projet prévoit simplement de détourner cette eau souterraine afin qu'elle alimente le bassin d'aspersion. En l'absence de prélèvement dans le bassin, l'eau sera déversée dans la fin du linéaire ruisseau des Steppes, qui conflue rapidement avec l'Arly. Si des prélèvements ont lieu pour l'aspersion du site, l'eau prélevée sera ensuite directement infiltrée de manière diffuse sur site, sans point de rejet vers les cours d'eau à proximité de l'ICPE.</p>

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 25	Utilisation d'eaux pluviales non polluées pour arroser le site	<p>L'alimentation du bassin d'eau pour l'aspersion du site sera réalisée à l'aide de la déviation d'écoulements provenant d'une petite source captée sur le versant « Est » de l'écoparc, entre ce dernier et le hameau « les cités » située sur un plateau quelques dizaines de mètres en amont de l'écoparc. Plus de détails sont apportés dans une note en Annexe 5 de la pièce 3 du dossier.</p> <p>Des tests au traceur « fluorésceine » ont montré l'absence de lien entre le réseau EP amont « Les Cités » et le regard de la source. Cette absence de lien entre le réseau EP et le regard amont laisse supposer que l'apport d'eau dans le regard (source) correspond à l'exutoire d'un système de drainage souterrain du plateau. Il s'agit donc uniquement d'eau souterraine. L'eau utilisée pour l'arrosage ou brumisation des pistes et stocks de matériaux inertes sera donc non polluée. L'utilisation de cette eau doit permettre d'éviter la consommation d'eau potable pour l'arrosage du site.</p> <p>La provenance souterraine des eaux d'alimentation permettra d'assurer un débit quasi permanent à l'alimentation du bassin, sauf en cas de sécheresse prolongée.</p> <p>Le revêtement du site ne sera pas étanche, afin de favoriser l'infiltration sur le site, donc il ne sera pas possible de réutiliser l'eau d'arrosage.</p> <p>Les prélèvements ne se feront pas en continu et auront lieu principalement par « campagnes » de 1 à plusieurs jours, lors d'apport de matériaux valorisables ou du retrait de matériaux valorisés.</p> <p>Le volume de 200 m<sup>3</sup> du bassin a été dimensionné dans l'hypothèse d'une aspersion de l'ensemble du site durant 7 heures, avec une hauteur d'eau très sécuritaire et donc peu probable, de 1,5 cm par m<sup>2</sup>. Ce volume de 200 m<sup>3</sup> sera donc le volume maximal de prélèvement journalier dans le milieu.</p> <p>Ce volume sera cohérent en cas de sécheresse prolongée, où il est fait l'hypothèse qu'aucune recharge du bassin en cours de journée ne serait envisageable. Quoiqu'il en soit, le projet respectera les restrictions de prélèvement dans le milieu en cas d'arrêt sécheresse.</p>

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 26	Disposition prises pour les ouvrages de prélèvement d'eau	<p>L'alimentation du bassin d'eau pour l'aspersion du site sera réalisée à l'aide de la déviation d'écoulements provenant d'une petite source captée sur le versant « Est » de l'écoparc, Des détails sur l'origine probable de cette eau souterraine est précisée dans la note en Annexe 5 de la pièce 3 du dossier.</p> <p>Avant la création de l'écoparc, cette eau était déjà canalisée, avant d'être rejetée dans l'Arly. Lors de la création de l'écoparc, cette eau a été captée pour être déversée dans le bassin d'orage de ce dernier puis rejetée dans l'Arly. De plus, celle-ci n'ayant aucune utilité pour les plateformes actuelles de l'écoparc, il donc proposé de dévier l'eau depuis un ouvrage en amont afin d'alimenter un bassin de rétention d'eau permettant d'arroser la future station de transit.</p> <p>L'alimentation de ce futur bassin semble continue, c'est pourquoi un déversoir suivi d'un fossé, seront créés afin de permettre au trop plein du bassin de s'évacuer vers le ruisseau des Steppes, et ensuite l'Arly. Une chambre de pompage, située en bordure du bassin et en contact direct avec ce dernier, permettra l'installation d'une borne pour l'alimentation des rampes d'aspersion et de brumisation.</p> <p>Un compteur sera installé sur la borne afin d'assurer un suivi quantités annuelles d'eau consommée pour l'exploitation du site.</p> <p>Pour permettre l'entretien ou la vidange du bassin, un bypass sera installé juste en amont du bassin sur la conduite d'alimentation. Ce bypass alimentera directement le fossé réceptionnant les eaux du déversoir. Il sera alors possible de dévier l'alimentation continue du bassin pour le vidanger, l'entretenir ou le curer.</p>
Article 27	Réalisation de forages	Aucun forage permettant un accès l'eau souterraine n'est prévu dans le cadre du projet
Article 28	Collecte des effluents	Aucune collecte ou rejet d'eaux pluviales n'est prévu par le projet
Article 29	Ouvrages de rejet	Aucune collecte ou rejet d'eaux pluviales n'est prévu par le projet
Article 30	Contrôle des rejets	Non concerné

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 31	Traitement des eaux pluviales en cas de risque de pollution	Non concerné
Article 32	Rejets vers eau souterraine	Aucun rejet vers les eaux souterraines n'est prévu. Les eaux pluviales et d'arrosage s'infiltreront au droit du site, tel qu'il a lieu actuellement malgré la présence d'anciens dallages issus du passé industriel du site. Aucun revêtement étanche ne sera mis en place sur le site
Article 33	Interdiction de dilution d'effluents	Aucun rejet d'effluent n'est prévu par le projet
Article 34	Rejet dans le milieu naturel	Aucun rejet d'effluent n'est prévu par le projet
Article 35	Valeurs limites de rejet	Non concerné
Article 36	Raccordement à une STEP	Non concerné
Article 37	Traitements des effluents	Non concerné
Article 38	Épandage des boues	Non concerné
Chapitre IV : Émissions dans l'air		

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 39	Dispositions vis-à-vis de l'envol de poussières	<p>Les émissions de poussières peuvent être dues à plusieurs facteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La vitesse et l'orientation du vent ;</li> <li>- La vitesse de déplacement des véhicules ;</li> <li>- La sécheresse du sol ou des matériaux ;</li> <li>- La granulométrie des déchets inertes apportés sur la station de transit.</li> </ul> <p>La CA Arlysère prévoit la mise en place de mesures pour prévenir l'envol de poussières sur les pistes de circulation et les stocks. Pour ce faire, le site sera équipé des éléments suivants permettant de prévenir l'envol de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'un bassin de rétention d'eau d'environ 200 m<sup>3</sup> alimentées par des petites sources déjà captées sur versants, pour permettre l'arrosage.</li> <li>- De rampes d'aspersion et de brumisation des zones de stockage et la piste de circulation</li> <li>- Une vitesse de circulation réduite à 20 km/h</li> <li>- La mise en place d'écrans de végétation autour du site, ainsi qu'entre la plupart des stocks de matériaux.</li> </ul> <p>Ces moyens sont détaillés et précisés dans la notice descriptive en pièce 3 du présent dossier.</p>



Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 40	Surveillance de la qualité de l'air	<p>Une mesure des retombées de poussières sera effectuée tous les trimestres selon un dispositif conjoint à celui des stations de transit, ainsi que de tri et concassage existante sur l'écoparc. Un bilan des résultats de ces mesures et des commentaires associés (conditions météorologiques, évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production) seront adressés tous les ans à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les campagnes de mesures dureront environ 1 mois. Elles seront réalisées selon la méthode des jauges de retombées qui consiste à recueillir les poussières, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014 (Version novembre 2017, la version de novembre 2003 n'étant plus en vigueur).</p> <p>Le nombre de points de mesures des retombées de poussières à mettre en place sera redéfini afin de tenir compte de la nouvelles ICPE des installations existantes. L'un des points de mesure devra permettre de mesurer le niveau d'empoussièrement ambiant (bruit de fond). Le paragraphe 3.4.7 Mesures de retombées de poussières (pièce 3 du dossier) présente les détails de suivi et un plan des probables positionnement des points de mesures.</p> <p>Un équipement de mesure du vent sera mis en place sur l'écoparc, ou à défaut un abonnement sera pris sur le site de météo France pour pouvoir récupérer les données du vent et de la pluviométrie de la station météorologique la plus proche : la station Météo France d'Albertville (ID : 73297003)</p>
Article 41	Valeurs limites d'émission de poussières	Des mesures de retombées de poussières seront réalisées selon la méthode des jauges de retombées qui consiste à recueillir les poussières, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014 (Version novembre 2017)
Chapitre VI : Bruit et vibrations		
Article 42	Émission de bruits	La fréquentation de la station de transit par des véhicules pour l'approvisionnement ou l'expédition de matériaux inertes se fera uniquement en période diurne, aux horaires d'ouverture de l'écoparc.

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 43	Mesures d'émissions sonores	<p>Les mesures d'émissions sonores de l'installation seront effectuées selon la méthode définie en annexe I de l'arrêté du 10/12/2013.</p> <p>L'émergence admissible dans les zones d'habitation les plus proches ne devra pas excéder 6 dB ou 5 dB pour un niveau de bruit ambiant existant respectif compris entre 35 et 45 dB ou supérieur à 45 dB.</p> <p>Le niveau de bruit en limite de propriété ne devra pas dépasser 70 dB sur la période de jour, période de fonctionnement de l'installation, sauf si le bruit résiduel est supérieur à cette limite.</p>
Article 44	Bruit des véhicules et engins	<p>Les véhicules et engins transitant sur le site seront conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. Ils seront bien entretenus.</p> <p>L'usage d'appareils de communication par voie acoustique gênants pour le voisinage sera réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>
Article 45	Bruit de l'installation	<p>L'entreposage de déchets inertes ne sera pas à l'origine de vibrations, mais plutôt liée au travail de chargement et déchargement par les engins.</p> <p>Les engins seront conformes à la réglementation en vigueur.</p>
Chapitre VII : Déchets		
Article 46	Déchets	<p>La station de transit à créer ne sera vouée qu'à entreposer les déchets inertes valorisables et recyclables pour les futurs chantiers de l'agglomération, après criblage et tri sur l'écoparc. Cette nouvelle plateforme ne sera donc pas susceptible de contenir ou créer des déchets. Seuls des déchets recyclés et valorisables seront entreposés au sein de la station de transit.</p> <p>Aucun déchet ne sera généré par la station de transit.</p>
Article 47		

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 48	Admission des déchets	<p>Les seuls déchets réceptionnés sur l'installation seront des déchets non dangereux inertes issus d'un tri préalable sur la station de transit existante de l'écoparc actuel.</p> <p>La traçabilité de ceux-ci est assurée grâce aux registres des déchets entrants et sortants de l'écoparc. Ces registres reprennent à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nom et les coordonnées du ou des transporteurs (et numéro SIRET le cas échéant) ;</li> <li>- Le libellé et le code à 6 chiffres des déchets ;</li> <li>- La quantité de déchets concernée ;</li> <li>- La date et le lieu d'expédition des déchets.</li> </ul>
Chapitre VIII : Surveillance des émissions		
Article 49	Surveillance des émissions dans l'air	Un programme de surveillance des émissions dans l'air sera mis en place par l'exploitant.
Article 50	Résultats des retombées de poussières	L'exploitant tiendra à jour un registre de retombées de poussières. Une mesure des retombées de poussières sera effectuée tous les trimestres. Un bilan des résultats de ces mesures et des commentaires associés (conditions météorologiques, évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production) sera adressé tous les ans à l'inspection des installations classées.
Article 51	Surveillance des émissions sonores	L'exploitant mettra en place un moyen de surveillance des émissions sonores de la future station de transit. Les mesures d'émissions sonores de l'installation seront effectuées selon la méthode définie en annexe I de l'arrêté du 26/11/12. La première campagne de mesures d'émissions sonores sera effectuée dans les 3 mois suivant la mise en service de la nouvelle station de transit de matériaux inertes. Ensuite, les mesures seront effectuées tous les ans. Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes, la fréquence des mesures peut être trisannuelle. Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite, la fréquence des mesures redeviendra annuelle.
Article 52	Surveillance des émissions de polluants dans l'eau	Non concerné, par absence de rejet d'eaux pluviales

Article (arrêté du 10/12/13)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 53	Impacts sur les eaux souterraines	<p>L'exploitation du site vise à entreposer des déchets non dangereux inertes triés. De par leur nature, ces déchets ne sont pas susceptibles d'introduire des polluants dans les eaux souterraines.</p> <p>Une pollution historique de l'eau souterraine a été constatée en amont du site du projet. Cette pollution est à ce jour toujours sous surveillance et les quelques piézomètres présents sur le site seront conservés dans le cadre du projet afin de permettre la poursuite de cette surveillance.</p>
Chapitre IX : Exécution		
Article 54	/	Sans objet

## **1.2. Conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517**

L'arrêté du 12 décembre 2014 réglemente l'accueil de déchets inertes dans les installations classées relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et 2760 quels que soient leurs régimes (autorisation, enregistrement ou déclaration).

Ainsi, alors que les déchets générés par l'exploitation du site sont réglementés par les arrêtés ministériels précédemment détaillés, l'accueil de matériaux inertes afin de les traiter et de les valoriser est régi par cet arrêté du 12 décembre 2014.

Article (arrêté du 12/12/14)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 1	Dispositions de l'arrêté	Les dispositions de l'arrêté s'appliquent pour une station de transit de déchets inertes
Article 2	Déchets interdits	<p>Le projet de station de transit ne recevra que les matériaux inertes issus du tri, concassage et criblage des déchets de la station de transit existante sur l'écoparc, qui auront déjà donc fait l'objet d'une acceptation ou d'un refus.</p> <p>Toutefois, les déchets suivants seront systématiquement refusés par la nouvelle station de transit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;</li><li>- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;</li><li>- des déchets non pelletables ;</li><li>- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;</li><li>- des déchets radioactifs.</li></ul>

Article (arrêté du 12/12/14)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 3	Procédure d'acceptation	<p>Une procédure d'acceptation est déjà mise en place sur la station de transit existante de l'écoparc. Le transfert des déchets de la station de transit existante de l'écoparc vers le projet de nouvelle station de transit, se fera après un tri préalable des déchets déjà acceptés. La procédure d'acceptation déjà établie sur l'écoparc respecte déjà les prescriptions de cet article 3 de l'arrêté du 12/12/14. Elle est expliquée en détails au point 3.4.3 de la pièce 3 du dossier ICPE.</p> <p>Aucun déchet entrant directement dans l'écoparc ne pourra être déposé directement sur le périmètre de la nouvelle station de transit. Les déchets devront obligatoirement transiter par la station de transit existante et subir un tri avant d'être déplacé et entreposé sur la nouvelle station de transit.</p> <p>Dès lors, la seule procédure consistera à vérifier que les matériaux transférés sont bien ceux issus du tri et concassage des déchets avant tout entreposage des déchets inertes sur la nouvelle plateforme de transit.</p>
Article 4	Dilution des déchets pour permettre leur acceptation	Cette prescription est déjà strictement respectée actuellement sur l'écoparc dans le cadre de l'acceptation des déchets inertes
Article 5	Procédure préalable à la réception de déchets	<p>Cette prescription est déjà mise en place sur l'écoparc dans le cadre de l'acceptation des déchets inertes de la station de transit existante. Elle ne nécessite donc pas d'être à nouveau mise en place pour le stockage des matériaux sur la nouvelle station de transit qui elle réceptionnera des matériaux déjà acceptés, ainsi que triés et concassés.</p> <p>Avant tout dépôt de matériaux, les artisans et professionnels souhaitant déposer des déchets inertes à l'écoparc de Venthon doivent s'enregistrer en ligne afin d'être authentifié et recevoir un badge d'accès lui permettant d'être tracé, y compris sur le type de déchet transporté, lors du passage sur le pont à bascule existant sur l'écoparc, lors des entrées et sorties. Les usagers sont également tenus de signer le règlement intérieur et le protocole de sécurité de l'écoparc de Venthon avant tout premier dépôt.</p>
Article 6	ISDI	Non concerné

Article (arrêté du 12/12/14)	Prescriptions	Justifications apportées pour le dossier de création d'une station de transit
Article 7	Vérifications des documents d'accompagnement des chargements de déchets	Cette prescription est déjà mise en place sur l'écoparc dans le cadre de l'acceptation des déchets inertes de la station de transit existante. Elle ne nécessite donc pas d'être à nouveau mise en place pour le stockage des matériaux sur la nouvelle station de transit qui elle réceptionnera des matériaux déjà acceptés, et dont les documents d'accompagnement des chargements de déchets sont déjà vérifiés.
Article 8	Documents d'acceptation	La tenue d'un registre de déchets et la délivrance d'accusés d'acceptation de déchets est déjà mise en place par l'écoparc. La réalisation de la nouvelle station de transit ne servira qu'à entreposer les déchets déjà admis et triés, elle ne nécessite donc pas d'assurer à nouveau ce suivi.  Si une traçabilité s'avère obligatoire entre les deux stations de transit, un registre d'admission sur la nouvelle station de transit pourra être mis en œuvre, par l'utilisation du pont à bascule et son logiciel, existants sur l'écoparc.
Article 9	Registre d'admission	